

18 DÉCEMBRE 2014

Lutte climatique

Les objectifs dilués du GIEC sont encore plus dilués par les grands de ce monde pendant que la réalité empire et que les grandes ONG écologistes s'adaptent vaille que vaille

Les grandes puissances impérialistes : sans cœur à Genève et à Berlin comme sans cœur à Lima

« Aujourd'hui [18/12/14], l'Allemagne accueille une réunion des pays donateurs à Berlin où les agences de l'ONU en charge de la catastrophe humanitaire des réfugiés demanderont du financement. Dans le monde il y a maintenant plus de 50 millions de réfugiés, dont près de la moitié de la population de la Syrie (7.6 millions dans leur patrie; 3.3 millions dans des camps à l'étranger) et au moins 2 millions d'Irakiens. Les pays riches ont été réticents à accepter chez eux de nombreux réfugiés syriens: une réunion des gouvernements la semaine dernière à Genève a accepté la réinstallation de seulement 100 000, bien en deçà de l'objectif de l'ONU. À Berlin, l'accent sera mis sur la collecte de fonds: les agences de l'ONU cherchent au moins 8 milliards de dollars, bien plus que jamais. Les gouvernements vont-ils payer? Signe inquiétant, six précédents efforts pour recueillir des fonds pour les opérations de l'ONU dans et autour de la Syrie n'ont donné qu'une réponse en demi-teinte. »¹

L'année 2014 sera vraisemblablement la plus chaude depuis 1880.² Le taux de croissance mondial des émanations de dioxyde de carbone (CO₂), ne cesse de s'accroître de décennie en décennie depuis au moins 1960³. La totalité des émissions de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté de 2.2% par an entre 2000 et 2010 davantage que sur la période 1970-2000 au cours de laquelle ces émissions ont augmenté en moyenne de 1.3% par an. Entre 1901 et 2010, la hausse moyenne du niveau des mers était de 1.7 mm/an. Mais le phénomène s'accélère, puisque la hausse était de 3.2 mm/an entre 1993 et 2010. Durant la dernière période interglaciaire, alors qu'il faisait plus chaud de 1 à 2°C qu'aujourd'hui, le niveau des océans était de 5 à 10 mètres plus élevé. Même dans le meilleur des cas, plus d'un tiers du pergélisol, qui constitue une immense réserve de CO₂ et de méthane neutralisé par le gel en sous-sol, va disparaître. Son effet n'est pas pris en compte dans les pronostics du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) faisant partie de l'ONU. Ce rapport, par contre, souligne que, en plus des effets connus à propos des phénomènes climatiques extrêmes, de la biodiversité, de l'accès à l'eau potable, de la santé et des inégalités, « [à] quelques rares exceptions près, les changements climatiques ont eu un impact négatif sur les rendements de la plupart des cultures. Dans de nombreuses régions, on a constaté une forte baisse des rendements du blé et du maïs. Les effets ont aussi été négatifs sur les rendements du riz et du soja, mais dans une moindre mesure. »⁴

D'un rapport du GIEC à l'autre

Le dernier rapport du GIEC affirme que pour avoir de bonnes chances d'atteindre un maximum de hausse des températures de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle — +0.85°C actuellement et entre +3,3°C et +5,5°C à la fin du 21^{ème} siècle par rapport à 1850 si la tendance actuelle se maintient —, les émissions mondiales de GES doivent être réduites de 40 à 70%, par rapport à 2010, d'ici 2050 et disparaître totalement au plus tard en 2100. Pourtant, cette limite de 2°C, qui mêle des impératifs scientifiques et géo-politiques, est très contestée⁵ y compris par l'organisation 350.org qui justement promeut que la limite de GES atmosphérique devrait être de 350 parties par million (PPM), ce qui signifierait une limite de 1.5°C et non 2°C, alors qu'elle est déjà rendue à 400 PPM. Il se peut que la fonte des glaciers du Groenland et de l'Ouest de l'Antarctique soit enclenchée sans espoir de retour, ne restant plus à évaluer que leur rythme de fonte⁶. Pour arriver à limiter la hausse à 2°C, le GIEC précise qu'il considère comme « *énergie sobres en carbone* » les énergies renouvelables, mais aussi le nucléaire, la bioénergie, et l'utilisation de technologie de capture et stockage de carbone dites CSC pour laquelle la récente entente Chine-ÉU prévoit

une collaboration scientifique des deux partenaires tellement ceux-ci tiennent à continuer à utiliser leurs abondantes ressources en charbon. « *Pour éviter à la fois le basculement climatique et l'approfondissement des inégalités, les auteurs ne trouvent rien de mieux que de réciter une nouvelle fois le chapelet des mesures néolibérales : "des partenariats public-privé, des prêts, des paiements pour services environnementaux, des hausses de prix sur les ressources naturelles, des taxes et des subsides, des normes et des régulations, un partage du risque et des mécanismes de transfert" »⁷.*

Le rapport précédent, celui de 2007, avait certes un diagnostic un peu moins alarmant mais prescrivait des cibles plus drastiques, quoique non mises en évidence, si on voulait respecter le plafond d'une hausse maximum de 2°C acceptée deux ans plus tard par la conférence de Copenhague en 2009. Ces cibles n'étaient pas seulement à moyen et long terme — on connaît l'horizon à court terme des politiciens bourgeois et leur propension à mentir pour le reste — et elles tenaient pleinement compte de la responsabilité historique des pays anciennement industrialisés. Il s'en dégageait les recommandations suivantes :

- ▶ « 1. les émissions mondiales doivent commencer à décliner au plus tard en 2015
- ▶ « 2. les émissions des pays développés doivent diminuer de 25 à 40% d'ici 2020 et de 80 à 95% d'ici 2050 (par rapport à 1990)
- ▶ « 3. dès 2020 (sauf pour l'Afrique) les émissions de pays en développement doivent dévier substantiellement de la trajectoire attendue et continuer à dévier en 2050
- ▶ « 4. les émissions mondiales doivent diminuer de 50 à 85% d'ici 2050. »

Les remèdes faisaient moins la part belle au capitalisme dit vert. « *Les économistes du « groupe de travail III » ont en effet compilé des études « bottom up » visant à estimer, par secteur, les potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Procédant selon le dogme libéral, qui veut qu'il y a du chômage parce que la main-d'œuvre est trop chère et trop de CO2 dans l'atmosphère parce que le carbone fossile ne l'est pas assez, ils ont calculé le tonnage de CO2 dont le rejet pourrait être évité pour un coût inférieur à 100 dollars la tonne . Le résultat est maigrelet : à 100\$/tCO2, on parviendrait à peine, en 2030, à stabiliser la quantité globale de carbone envoyée dans l'atmosphère au niveau de 2000. En fait, pour atteindre un résultat significatif, il faudrait tripler le prix du CO2... et faire porter la charge uniquement par les revenus du travail, afin de ne pas ruiner la compétitivité. »⁸*

D'une conférence climatique à l'autre

Les grands de ce monde ne furent pas long à mettre de l'eau dans le vin du GIEC. « *L'encre de ce texte n'était pas encore sèche que le G8, [à Bali en 2007], se prononçait en faveur d'une réduction des émissions globales de 50% en 2050, sans mentionner ni la partie haute de la fourchette de réduction globale avancée par le GIEC (85%), ni l'objectif de réduction concernant les pays développés (de 80 à 95% d'ici 2050), ni les objectifs de réduction intermédiaires pour ces pays (de 25 à 40% d'ici 2020), ni la diminution des émissions globales dès 2015. »⁹* La catastrophique conférence de Copenhague de décembre 2009, avec ses objectifs nationaux volontaires, sa promesse de soutien financier jamais tenu aux pays non anciennement industrialisés et son enterrement de première classe du protocole de Kyoto, qui avec le recul apparaît exemplaire malgré ses insuffisances, mit le clou final dans le cercueil des cibles du rapport 2007 du GIEC. Cependant, c'est la subversion interne des cibles du GIEC par le marché du carbone et ses compléments dans le cadre MDP [Mécanisme de développement propre], le REDD (Réduction des émissions due à la déforestation et à la dégradation des forêts), la dite agriculture intelligente et le dit carbone bleu, tous promus par la Banque mondiale, qui font des cibles du GIEC une farce tout en intégrant la lutte contre les GES, qui n'en est plus une, au capital financier comme nouveau champ de spéculation.

« Le marché du carbone est un mécanisme pour continuer à polluer si vous êtes en mesure de payer, si vous êtes en mesure d'acheter un crédit de carbone. [Les entreprises polluantes] vont

simplement acheter, à des prix très bon marché, de crédit de carbone à partir de projets dans le monde en développement. [...] [D]isons, [pour le REDD], que vous coupez 100 arbres chaque année, et vous dites: "Cette année, au lieu de couper 100 arbres, je vais seulement couper 90 arbres." Donc, je peux mettre sur le marché le carbone de ces 10 arbres non coupés ! C'est très pervers car cela signifie que vous coupez déjà 100 arbres et que nous allons vous donner un crédit carbone parce que vous allez en couper moins. [...] [M]aintenant ce qu'ils veulent faire, c'est d'avoir plus de marché du carbone, non seulement aux dépens des forêts, ce qui est appelé REDD, mais aussi pour le sol, ce qui s'appelle "l'agriculture intelligente face au climat." [...] Et vous allez avoir un autre marché de carbone qui va être pour les zones côtières, cela s'appelle le "carbone bleu." [...] Tout cela est un mécanisme pour marchandiser la nature. Cette fois, ce n'est pas la partie matérielle de la nature qu'ils veulent marchandiser. Ce n'est pas le bois de l'arbre. C'est la capacité de la forêt à capturer et à stocker le CO2. Nous sommes dans un nouveau processus de marchandisation des fonctions, des processus de la nature. C'est ce qu'on appelle les services environnementaux, les services écologiques. Et c'est le nouveau marché financier, la nouvelle bulle qui va être créée... »¹⁰

Le dernier rapport du GIEC s'ajuste à la nouvelle donne politique en renonçant aux cibles à court terme (2020 et même 2030) différenciées historiquement. Pour appâter idéalistes et cyniques, il dit (presque) toute la vérité à propos de l'épouvantable diagnostic sur l'accumulation de GES — outil précieux à pleinement utiliser — tout en fixant une cible à long terme (2100) tout autant nécessaire qu'enivrante pour des émissions nulles de GES. « Chacun de ces volumes donne lieu à un résumé pour les décideurs, dont le contenu précis fait l'objet d'une laborieuse négociation avec les représentants des États. »¹¹ Ainsi le GIEC, officiel organisme des Nations unies soumise aux grandes puissances, trouve-t-il un équilibre entre crédibilité scientifique et manœuvres politiciennes. Fallait-il aller jusqu'à faire croire à la compatibilité de la croissance — à bien distinguer du plein emploi écologique combinant destruction/création d'emplois socialement (in-)utiles et nuisibles/bénéfiques avec la réduction/partage du temps de travail — et de la durabilité en minimisant les coûts pour atteindre la cible fondamentale d'une réduction d'au plus 2°C avant 2100? Il a fallu que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), à la veille de conférence de Lima, corrige un tant soit peu le tir en affirmant qu'il en coûterait non pas un ridicule 70 à 100 milliards \$ l'an d'ici 2050, dicit le GIEC, mais au moins 200 à 300 milliards \$ l'an sinon 500 milliards \$ l'an.¹² Reste que pour les cibles, le PNUE capitule lui aussi au soi-disant réalisme des grandes puissances en se contentant de réclamer un plafonnement pour 2020 et une réduction de 15%, par rapport à 2010, pour 2030.¹³

Le modèle européen?

Qu'en est-il de ces efforts nationaux pour lesquels l'Union européenne serait le modèle mondial? « Début 2008, la Commission Européenne proposait aux États membres et au Parlement un "paquet énergie-climat" (20% de réduction des émissions, 20% de gain d'efficacité énergétique et 20% d'énergie renouvelable - dont 10% d'agrocarburants dans les transports, d'ici 2020). Ce "paquet" est inférieur aux recommandations du GIEC [...]. A l'automne 2008, dans le contexte de la 'crise financière' [...] [l]e Conseil de décembre 2008 a maintenu la formule symbolique 20-20-20(10), mais, pour l'essentiel, il ne s'agit plus que d'une façade. Les patrons ont obtenu très largement satisfaction sur deux points clés : la gratuité des droits d'émission [dans le cadre du marché du carbone] pour les secteurs "exposés à la concurrence internationale" et pour les centrales au charbon des nouveaux États membres, ainsi que l'externalisation massive des efforts vers les pays en développement, par le truchement du MDP [Mécanisme de développement propre] (près de 70% des réductions d'émission pourront être délocalisées au Sud). »¹⁴

« Par suite de la croissance molle et de l'escamotage des "émissions grises" [voir plus loin], ces 20% de réduction des émissions en 2020 pourront être atteints sans grande difficulté. [En octobre 2014], Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union se sont mis d'accord sur trois nouveaux objectifs : réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 (par rapport à

1990), porter la part des renouvelables à 27% de la consommation d'énergie et augmenter l'efficacité énergétique de 27%. L'accord conclu le 24 octobre vise l'extrémité haute de la fourchette [de la cible du rapport 2007 du GIEC pour les pays anciennement industrialisés en 2020]... mais avec dix années de retard. Surtout, le chiffre de 40% est trompeur parce qu'il fait l'impasse sur les "émissions grises", autrement dit les émissions provoquées par la production de biens consommés en Europe mais importés d'autres pays [dont surtout la Chine, NDLR]. Il faut savoir que la comptabilité des émissions est basée sur le lieu de production, pas sur le lieu de consommation. [...] Ce transfert est fort important et il s'accélère au fil du temps. [...] Pour la seule année 2008, on arrive à ce résultat ahurissant : le transfert net d'émissions du Nord vers le Sud est au moins cinq fois plus élevé que les réductions opérées par le Nord au nom de sa responsabilité face au Sud... »¹⁵

L'Allemagne serait-elle le bon élève de la classe elle-même la meilleure de l'école? Dans ce contexte biaisé de marché du carbone — en pratique, des quotas trop généreux et souvent au départ gratuits au bénéfice des grands pollueurs entraînent un inefficace prix trop bas des « droits de polluer » — avec MDP et d'« émissions grises » permettant d'exporter ses GES chez le voisin, de préférence lointain, le gouvernement allemand, au début décembre, a dévoilé des plans pour réduire encore plus ses émanations de GES pour ne pas manquer son objectif de réduction des émissions de 40% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2020, et non pas 2030.¹⁶ La fermeture massive des industries polluantes de l'ex Allemagne de l'Est suite à sa fusion avec la partie ouest avait permis, dans un premier temps, de faciles et importantes réductions d'émission de GES, ce que la crise de 2008 avait momentanément prolongé alors que ces gains s'étaient épuisés. Mais voilà que les émanations reprennent à la hausse depuis les derniers trois ans — le recours au charbon, moins cher que le gaz naturel, s'accroît — alors qu'à moins 24% elles sont encore loin de l'objectif de moins 40% en 2020¹⁷. Le prix allemand de l'énergie est trois fois plus élevé qu'aux EU et 50% de plus qu'au sein de l'UE¹⁸ afin de financer les énergies vertes au profit de l'entreprise privée qui les développe. Revers de la médaille, on devine les pressions de l'industrie énergivore, au nom de la sacro-sainte compétitivité, pour obtenir des exemptions auxquelles le gouvernement consent aux dépens des ménages. Il y a des limites à forcer la hausse de la productivité énergétique des entreprises manufacturières allemandes, compatible avec la maximisation des profits, surtout en temps de stagnation... sauf si le monde du travail paie la facture.

Les grandes ONG écologistes à la remorque des grandes puissances

La situation de l'autre côté de l'Atlantique (et du Pacifique) fait paraître l'UE comme un champion de l'écologie. On reste pantois de voir le concert de louanges à laquelle a eu droit la récente entente EU-Chine qui devrait encadrer la conférence climat de Paris en décembre 2015. La Chine ne s'engage à rien de nouveau et refuse toute obligation de résultats, ce qu'elle a rappelé à la conférence de Lima de connivence avec les EU qui ne veulent pas, en plus, être obligés de transférer gratuitement de la technologie de pointe et un substantiel soutien financier aux pays non anciennement industrialisés. La Chine ne fait que réitérer ce qui est déjà prévu par son gouvernement soit d'avoir un bilan énergétique de 20% en ressources zéro-carbone (énergie renouvelable mais aussi nucléaire, en développement rapide, et hydroélectrique) d'ici 2030. Quant au plafond d'émanations de GES pour 2030, il est conforme à son obligé ralentissement économique (et démographique) et à la transformation structurelle de son économie vers les services et l'industrie de pointe, ce qui réduit automatiquement son intensité énergétique qui induit le rapport GES/PIB en fonction de la distribution des énergies primaires. C'est la même logique qui s'applique aux EU. Par rapport à l'entente de Kyoto, les EU « s'engage[nt] à faire en 2025 à peine mieux que l'objectif que les USA auraient dû atteindre il y a deux ans. » Ils « s'engage[nt] simplement à maintenir le rythme actuel de baisse des émissions... par l'exploitation catastrophique du gaz de schiste »¹⁹ qui remplace le charbon plus polluant... et disponible pour l'exportation. Cerise sur le gâteau, la cible officielle étasunienne, si elle est atteinte, sera de près de 45% inférieure, cinq ans plus tard, à celle à laquelle les EU auraient dû parvenir en 2020 selon la norme GIEC-2007 de moins 40% par rapport à 1990. Que le Canada

soit à la remorque des ÉU en dit long sur ce cancre de la lutte aux GES semoncé par le secrétaire général des Nations unies²⁰.

On doit s'inquiéter quand on constate que la plupart des grandes ONG environnementales ont accueilli favorablement, avec ou sans réserves, cet accord Chine-ÉU... pour ensuite retomber sur terre en rejetant presque sans réserves l'accord de la Conférence climatique de Lima qui a clairement démontré que plus ça change plus c'est pareil. Pour les ONG les plus modérées qui misent essentiellement sur les négociations entre États, ce qui en pratique signifie sur un accord ÉU-Chine pour entraîner les autres, réalité géo-politique devenue évidente depuis la Conférence de Copenhague en 2009, tout accord est un pas en avant qu'il faut célébrer. Pour celles qui comptent davantage sur la mobilisation, par exemple 350.org qui a aiguillonné la grande manifestation de trois cent à quatre cent mille personnes à New-York en septembre dernier, tout accord est une preuve de l'efficacité de la mobilisation, tout en n'en démontrant ses insuffisances, ce qui exige de mobiliser encore plus. Même plus critiques, ces dernières ne semblent pas saisir la dialectique action-réaction entre mouvements et gouvernements où ceux-ci jettent de la poudre aux yeux, sans jamais jeter du lest sauf pour les intérêts de leurs propres transnationales, afin de diviser et de démobiliser le mouvement. En dernière analyse, toutes ces ONG se conçoivent comme uniquement des groupes de pression sur les États, soit principalement sur le mode du lobbying institutionnel, soit surtout sur le mode de la mobilisation mais jamais dans la perspective d'une révolution anticapitaliste. Il dépend des anticapitalistes d'empêcher que les inévitables déceptions provenant des inévitables échecs mènent non pas au désarroi mais à un programme de transition et à une stratégie posant, au bout des mobilisations, la question du pouvoir.

Prochain article : Énergies fossiles et austérité, même alternative, le plein emploi écologique — Le cas du Québec dans le contexte de l'Amérique du Nord

Marc Bonhomme, 18 décembre 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

- 1 The Economist Espresso, 18/12/14
- 2 Agence France-Presse, [2014 en route vers un record de température](#), Le Devoir, 3/12/14
- 3 CO2now.org, [Accelerating Rise of Atmospheric CO2, 1960-2013](#)
- 4 Réseau-action climat-France, [Le cinquième rapport du GIEC décrypté](#)
- 5 Justin Gillis, [3.6 Degrees \[F\] of Uncertainty](#), New York Times, 15/12/14
- 6 Jean-Louis Santini, [La fonte des glaciers du Groenland est sous-estimée](#), Agence France-Presse par La Presse, 15/12/14 et Le Monde avec AFP, [La fonte de glaciers de l'Ouest de l'Antarctique « a atteint un point de non-retour »](#), 13/05/14
- 7 Daniel Tanuro, [Un nouveau rapport GIEC sur l'évolution du climat : gravité extrême du diagnostic, inconsistance des solutions](#), 2/03/14, ESSF
- 8 Daniel Tanuro, [Alternative sociale et contrainte écologique](#), 11/12/08, ESSF
- 9 Daniel Tanuro, [Rapport sur le changement climatique au CI de la Quatrième Internationale](#), 11/03/09, ESSF
- 10 Pablo Solon interviewé par Amy Godman à la Conférence climatique de Lima, [Pablo Solón on COP 20 and Carbon Markets: This is a New Mechanism to Commodify Nature](#), Democracy Now, 9/12/14 (ma traduction)
- 11 Daniel Tanuro, [Changement climatique – Cinquième rapport du GIEC... et tout le monde s'en fout ?](#), 5/10/13, ESSF
- 12 Alexandre Shields, [S'adapter aux changements climatiques pourrait coûter 300 milliards par année, dit l'ONU](#), Le Devoir, 5/12/14
- 13 Agence France-Presse, [L'ONU propose une feuille de route pour contenir le réchauffement climatique](#), Le Devoir, 19/11/14
- 14 Daniel Tanuro, [Changement climatique – Cinquième rapport du GIEC... et tout le monde s'en fout ?](#), 5/10/13, ESSF
- 15 Daniel Tanuro, [Réchauffement climatique : un accord européen en trompe-l'oeil](#), 28/10/14, ESSF
- 16 The Economist (site web), [What has gone wrong with Germany's energy policy](#), 14/12/14
- 17 Die Zeit, Deutschlands CO2-Emissionen steigen weiter an (Les émissions de CO2 de l'Allemagne continuent d'augmenter), 8/04/14
- 18 Robert Bryce, Maintaining the advantage: Why the U.S. Should Not Follow the EU's Energy Policies, 13/02/14, Manhattan Institute for Policy Research et EurActiv.com, German energy prices 50% higher than EU average: McKinsey, 7/02/14
- 19 Daniel Tanuro, [L'accord « climat » conclut entre Chine et USA : trop peu, trop tard, dangereux](#), ESSF, 14/11/14
- 20 Étienne Leblanc, [Le Canada, cancre du climat](#), Radio-Canada, 8/12/14